

objectif doit être atteint en réduisant les dépenses publiques courantes tout en stimulant les investissements, afin d'augmenter le niveau de l'emploi dans un contexte non-inflationniste.

Le premier ministre du Japon a indiqué que son gouvernement s'efforce d'atteindre l'objectif de croissance en termes réels pour l'exercice 1978, qui est d'environ 1,5 p.c. supérieur au résultat obtenu l'année précédente, et ce, essentiellement au moyen de l'expansion de la demande intérieure. Il a ajouté qu'il était décidé à atteindre cet objectif, en prenant les mesures appropriées en fonction des besoins. En août ou septembre, il déterminera si des mesures additionnelles sont nécessaires.

Le Royaume-Uni, après avoir obtenu une réduction sensible du taux d'inflation et une amélioration de la balance des paiements, a récemment pris des mesures fiscales de relance correspondant à un peu plus de 1 p.c. du PNB. Le gouvernement a l'intention de continuer à lutter contre l'inflation afin d'améliorer encore davantage les perspectives de croissance et d'emploi.

Le président des États-Unis a déclaré que la diminution de l'inflation était essentielle au maintien d'une économie américaine saine et qu'elle était donc devenue l'objectif prioritaire de la politique économique des États-Unis. Il a décrit les principales mesures prises ou sur le point de l'être pour lutter contre l'inflation aux États-Unis; les abattements fiscaux originellement proposés pour l'exercice 1979 ont été diminués de \$10 milliards; les dépenses publiques prévues pour 1978 et 1979 ont été réduites, un budget très strict est en cours d'élaboration pour 1980; des mesures sont prises pour réduire l'apport direct du gouvernement à la hausse des coûts et des prix résultant de ses propres réglementations et restrictions, un programme librement consenti a été élaboré en vue de la décélération des salaires et des prix...

Énergie

Reconnaissant leurs responsabilités particulières dans le domaine de l'énergie, les États-Unis réduiront leur dépendance à l'égard du pétrole importé. Ils mettront en place, d'ici la fin de l'année, le cadre d'une politique d'ensemble à l'intérieur duquel cet effort sera poursuivi avec vigueur. A la fin de l'année les mesures qui auront pour conséquence de réduire

(suite à la page 8)

A l'issue du Sommet de Bonn, visite officielle de M. Trudeau en République fédérale d'Allemagne

Le premier ministre du Canada, M. Trudeau, a pris part les 16 et 17 juillet au sommet économique qui réunissait à Bonn (RFA) les dirigeants de sept grandes puissances industrielles. Les autres participants étaient le président des États-Unis, M. Jimmy Carter, le premier ministre de Grande-Bretagne, M. James Callaghan, le premier ministre d'Italie, M. Giulio Andreotti, le président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, et le premier ministre du Japon, M. Takeo Fukuda.

Après le Sommet, M. Trudeau a prolongé son séjour en Allemagne de l'Ouest pour y effectuer une visite officielle. Au programme figuraient une entrevue télévisée de 20 minutes et une conférence de presse de 40 minutes au château de Gymnich; un déjeuner à Cologne, où il a été l'hôte de personnalités allemandes, et une visite au château de Paffendorf, où il a vu des mines de charbon et où on lui a présenté une feuille d'érable fossilisée vieille de douze millions d'années. A Bad Godesberg, M. Trudeau a assisté à un dîner donné par le chancelier Helmut Schmidt. Il s'est ensuite rendu à Hambourg où il a séjourné à la Résidence de l'hospitalité officielle.

Les trois jours suivants ont été consacrés à une visite privée: en compagnie de M. Schmidt, le premier ministre s'est alors embarqué à Kiel pour se rendre à Faaborg au Danemark, où le premier ministre Jorgensen a offert un dîner; les deux chefs d'État ont eu des entretiens à caractère officieux.

Dans un communiqué commun émis le 21 juillet, le Canada et la RFA ont annoncé qu'ils tiendront une fois l'an, alternativement à Ottawa et à Bonn, des réunions de haut niveau au cours desquelles seront discutées des questions d'ordre politique, économique et financier. Selon le communiqué, les deux pays accorderont dorénavant une importance accrue aux échanges culturels et autres, notamment par le biais de délégations des parlementaires, pour permettre à l'un et l'autre peuple de mieux connaître et respecter l'autre.

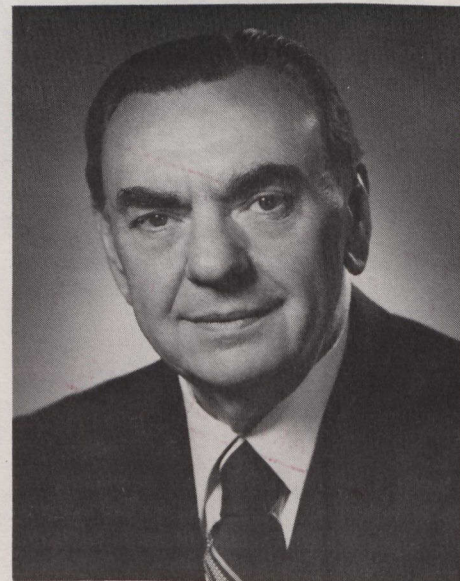
Le 21 juillet, après une cérémonie d'adieu à l'aéroport de Hambourg, M. Trudeau s'est envolé pour le Maroc.

A Bonn les "sept" approuvent les mesures contre la piraterie aérienne proposées par M. Trudeau

Les mesures proposées par le premier ministre Trudeau dans le but de décourager les pays de donner asile aux pirates de l'air ont reçu l'approbation des participants au Sommet de Bonn.

Le Canada, les États-Unis, le Japon, la France, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie ont convenu d'interrompre tout trafic aérien avec les pays qui refuseront d'extrader un pirate de l'air ou de le poursuivre en justice, ou encore de restituer l'avion détourné. Les "sept" ont également pressé les autres pays d'adhérer à cette entente.

M. Trudeau a déclaré le 17 juillet qu'il avait proposé ces mesures lors d'un déjeuner-causerie et que les participants avaient trouvé que c'était "une bonne idée" même si la question n'avait pas été inscrite au programme.



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson (ci-dessus) qui assistait aussi au Sommet de Bonn, s'est rendu ensuite à Berlin, le 18 juillet. Il a déjeuné avec le maire de cette ville, M. Dietrich Stobbe, et discuté de questions économiques avec le sénateur Wolfgang Lueder.

John Evans